



---

## COMMUNIQUE

### La perte de subvention régionale va créer plus de 200 pertes d'emploi dans les CPAS bruxellois !

*En 2024, les coupes budgétaires du Ministre Maron auront pour conséquence directe la fin de contrat de travail pour plus de 200 travailleuses et travailleurs sociaux.*

**Les difficultés financières des pouvoirs publics après la succession de crises – épidémie de Covid-19, explosion des prix de l'énergie et de l'inflation, guerre en Ukraine, crise migratoire – sont hélas bien connues du niveau régional et des pouvoirs locaux. Les mesures d'économies étaient attendues, mais pas d'une telle envergure.**

Le projet de budget 2024 pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission Communautaire Commune (COCOM) est actuellement soumis à débat au Parlement bruxellois. Alors que la Commission de la Santé et de l'Aide aux Personnes s'apprête à en discuter ce jeudi 23 novembre, force est de constater que la copie que le Ministre Alain Maron va défendre devant l'assemblée législative contredit le discours de Déclaration de Politique Générale prononcé par le Ministre-Président le 19 octobre dernier, qui annonçait que « *des budgets conséquents ont été réservés aux CPAS pour soutenir les ménages face à la crise de l'énergie et soutenir des projets d'accès aux droits* ». Cette annonce n'avait pas manqué de rassurer la Fédération des CPAS Bruxellois et ses 19 membres sur la reconduite en 2024 de dotations budgétaires. Mal leur en a pris.

La disparition pure et simple en 2024 d'une allocation annuelle de 20 millions d'euros destinée à l'aide pour celles et ceux qui, en raison de l'augmentation de leurs charges, ne parviennent pas à régler leur facture énergétique, contraint les 19 CPAS bruxellois à se séparer des travailleuses et travailleurs sociaux chargés d'accueillir, d'accompagner et d'allouer une aide à ces publics.

200 travailleurs sociaux en moins dans nos CPAS signifie à la fois une diminution importante de personnel dévoué aux publics les plus précaires et une chute sensible de la qualité de l'accompagnement des Bruxellois les plus socialement vulnérables, qui n'ont comme seule issue le CPAS pour leur venir en aide. Ce sont des dizaines de milliers de Bruxellois qui seront moins bien aidés et accompagnés en 2024 !

Khalid ZIAN, Président de la Fédération des CPAS Bruxellois, s'alarme : « *C'est du jour au lendemain plus de 200 personnes, dévouées à leur métier qui perdent leur emploi. Recrutées pour répondre aux conséquences sociales des crises successives, elles n'ont pas ménagé leur peine pour mettre en place les mesures prises dans l'urgence pour répondre aux besoins des familles aux revenus les plus modestes. La suppression pure et simple de ce budget, c'est un coup de poignard dans le dos du service public, alors que d'autres acteurs sont préservés, voire confortés. Je suis consterné et outré à la fois par un tel mépris !* » argue-t-il. « *Au moment où les CPAS travaillent avec rigueur et détermination pour boucler leurs propres budgets souvent dans la douleur en maintenant la qualité du service aux usagers, il est clair qu'aucun d'entre eux ne pourra*

*absorber du jour au lendemain le transfert d'une telle force de travail sur fonds propres » – poursuit-il. « Je me questionne sincèrement sur les motivations du Ministre et me demande s'il a conscience des conséquences d'une telle décision, qui déstabilise réellement le service public des CPAS bruxellois », s'interroge Monsieur Zian.*

*Cette non reconduction de la subvention apporte une preuve amère qu'il faudra à l'avenir revoir entièrement la manière dont les CPAS sont financés en Belgique. « Outre les conditions de financement du Revenu d'Intégration et d'autres moyens structurels, il faut interroger l'ampleur de ces moyens, au regard du degré de progression de la pauvreté – tout spécialement dans les grandes villes – et de l'affaiblissement des mécanismes traditionnels de la Sécurité Sociale, renvoyant des milliers de citoyens vers les CPAS », souligne une nouvelle fois le Président de la Fédération des CPAS Bruxellois. Et de conclure : « **Octroyer des subsides qu'on renouvelle ou pas chaque année ne permet pas de conduire une politique publique cohérente. Un tel cadre inspiré du modèle de financement des associations n'est pas adapté pour un service public. Notre Mémorandum 2024, qui vient tout juste d'être finalisé, invite les pouvoirs supérieurs à une réflexion en faveur d'un financement structurel, plus juste et plus stable, nous permettant de mener à bien des nos missions essentielles pour la lutte contre la pauvreté et la promotion de la cohésion sociale. Et d'en finir avec les transferts de charges des niveaux de pouvoir supérieurs vers le niveau local, alors que les finances communales sont exsangues.***

*L'annonce catastrophique de notre Ministre bruxellois de tutelle accrédite notre analyse, mais nous laisse sans réponse face à la détresse des travailleurs sociaux concernés et des citoyens, parmi les plus précaires, qui désormais ne pourront plus bénéficier de leur appui. »*

**Contact : Samia EL-RAMI – 0471/01.44.17**